



Assemblée générale

Distr. générale
4 août 2010
Français
Original: anglais

Commission des Nations Unies pour le droit commercial international Quarante-troisième session

Compte rendu analytique de la 916^e séance

Tenue au Siège, à New York, le mercredi 30 juin 2010, à 15 heures.

Présidente : M^{me} Sabo (Vice-Présidente). (Canada)

Sommaire

Travaux futurs possibles dans le domaine des sûretés (*suite*)

Finalisation et adoption d'une version révisée du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique, qui sera publié peu après la clôture de la session.



La séance est ouverte à 15 h 15.

Travaux futurs possibles dans le domaine des sûretés (suite)

1. **M. Bazinas** (Division du droit commercial international, Bureau des affaires juridiques) lit un rapport verbal sur l'octroi des licences en matière de propriété intellectuelle :

« 1. La Commission examine ensuite la question de l'octroi de licences en matière de propriété intellectuelle, un sujet qui se trouve en un point de convergence entre le droit de la propriété intellectuelle et celui régissant les contrats. Beaucoup pensent que la Commission n'a pas d'éléments suffisants pour prendre de décision quant à la pertinence et à la faisabilité d'un travail sur ce sujet. La Commission envisage donc de prier le Secrétariat de faire une étude sur la pertinence et la faisabilité, qui déterminerait les besoins concrets et préconiserait des façons précises de s'y attaquer au moyen d'un texte juridique que la Commission pourrait préparer afin de balayer tous les obstacles juridiques dans la pratique l'octroi de licence en matière de propriété intellectuelle qui entravent le développement du commerce international.

2. Des vues divergentes sont exprimées sur la question de savoir si l'octroi de licences en matière de propriété intellectuelle relève de la compétence de la Commission et donc si cette dernière peut entreprendre des travaux à cet égard. Selon une opinion, cette question relève de la compétence de la Commission dans la mesure où l'octroi de licences en matière de propriété intellectuelle comporte des aspects contractuels et constitue une part importante du commerce international. Selon un autre point de vue, l'octroi de licences en matière de propriété intellectuelle constitue un sujet qui a purement trait au droit de la propriété intellectuelle et relève de la compétence d'autres organismes tels que l'OMPI. À la suite d'un débat, la Commission est convenue que l'octroi de licences en matière de propriété intellectuelle est une question relevant tant du droit de la propriété intellectuelle que du droit commercial. Donc, puisqu'il relève de la Commission, cette dernière doit mener toute son activité dans ce domaine de concert avec d'autres organisations, comme l'OMPI, par exemple.

3. Des divergences se manifestent aussi quant à la portée d'une étude que le Secrétariat doit préparer. Selon certains, cette étude devrait porter sur la pertinence et la faisabilité des travaux afférents à diverses questions relatives à l'octroi de licences en matière de propriété intellectuelle. L'on a déclaré qu'il ne faut pas préjuger du résultat de l'étude. En effet, il se pourrait bien, comme on l'a fait remarquer à cet égard, que l'étude conclue que le travail est à la fois nécessaire et possible dans un domaine étroit, ou même qu'il n'est ni nécessaire ni possible. De plus, l'on a signalé que le Secrétariat a de l'expérience dans la préparation de ces études dans le cadre d'un processus soigneux, ouvert et délibéré, prévoyant des réunions de groupes d'experts, des colloques et des séminaires. Par ailleurs, le Secrétariat a tout lieu de présumer que ce processus donnerait le meilleur résultat possible, tout à fait acceptable en vue d'un examen de la Commission. L'on dit, en outre, que l'étude doit aussi se faire en tenant compte des ressources existantes, et que d'autres travaux constituent des priorités, si bien qu'il faudra mettre probablement un certain temps avant que le Secrétariat puisse l'accomplir.

4. Selon un autre point de vue, l'étude devrait porter sur un domaine restreint relié aux transactions sécurisées, comme, par exemple, la question de savoir si les droits du titulaire de licence peuvent servir de sûreté pour obtenir du crédit et, dans ce cas, quels droits exactement, et à quelles conditions. Il a été déclaré qu'à défaut d'indication précise d'un besoin concret, l'on ne garantissait nullement qu'un travail puisse avoir une portée plus large. L'on a aussi fait remarquer que l'expérience acquise dans l'octroi de licences de licences en matière de propriété intellectuelle au niveau national conduisait à penser que ce travail n'était ni souhaitable ni faisable. L'on a souligné, à cet égard, que les questions soulevées quant à l'octroi de brevets étaient différentes de celles découlant de la concession de copyright. L'on signale que même dans le domaine de la concession de copyright, les questions qui se posent au sujet de l'octroi de licences de logiciels sont différentes des celles qui ont trait aux droits relatifs aux films ou aux droits musicaux. En outre, l'on dit que les difficultés se multiplieront à l'échelle internationale en raison des grandes divergences existant entre les divers systèmes juridiques. Certains

présents déclarent douter que ce sujet mérite que l'on s'en préoccupe davantage, notamment en raison du travail effectué par la Commission dans le supplément au projet.

5. Après un débat, la Commission demande au Secrétariat de faire, compte tenu des ressources existantes, une étude qui porte sur certains sujets et de débattre s'il est pertinent et faisable que la Commission prépare un texte juridique afin d'éliminer certains obstacles au commerce international concernant l'octroi des licences relatives aux usages en matière de propriété intellectuelle. Les présents estiment, généralement, que l'étude doit déterminer les besoins concrets et les moyens qui permettraient à un texte juridique préparé par la Commission de répondre à ces besoins. Cette étude devra aussi déterminer soigneusement l'à-propos et la portée des travaux destinés à faciliter l'examen du sujet par la Commission lors d'une session ultérieure. Les présents conviennent aussi que le Secrétariat devrait consulter des experts qui ont une grande expérience de l'octroi des licences en matière de propriété intellectuelle, en provenance des secteurs public et privé, y compris des organisations internationales pertinentes, telles que l'OMPI. Le Secrétariat devrait aussi envisager d'envoyer un questionnaire aux États afin d'évaluer les besoins et les moyens à employer pour répondre à ces besoins. »

2. **M. Hughes** (États-Unis d'Amérique) propose de changer : au paragraphe 2, les mots « qui a purement trait à » par : « plus adéquatement considéré comme relevant du » car l'on a déjà déclaré que ce sujet se trouvait en un point de convergence entre le droit de la propriété intellectuelle et le droit régissant les contrats; au paragraphe 3, les mots « a tout lieu de présumer » par « présume » et au paragraphe 5, il faut ajouter après les mots secteurs public et privé y compris « ceux qui invoquent l'octroi de licences en matière de propriété intellectuelle dans leur propres usages commerciaux, et ».

3. *Le rapport verbal sur l'octroi des licences en matière de propriété intellectuelle ainsi modifié est adopté.*

Finalisation et adoption d'une version révisée du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI (suite)
(A/CN.9/XLIII/CRP.1/Add.5)

4. **M. Sorieul** (Secrétaire de la Commission) dit que depuis l'adoption de la décision reproduite à la section C, paragraphe 1 de l'additif du projet de rapport (A/CN.9/XLIII/CRP.1/Add.5), l'on a signalé qu'il conviendrait d'appeler l'attention sur l'utilité du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI afin de promouvoir la primauté du droit. L'on pourrait insérer pour y parvenir un nouveau paragraphe après le quatrième paragraphe du préambule ainsi rédigé : « *Conscient* de l'apport important que constitue le Règlement d'arbitrage de la CNUDCI pour renforcer la primauté du droit dans les relations commerciales internationales ainsi que dans certaines relations entre États »; de plus, à la fin du septième paragraphe du préambule, il faudrait ajouter : « et pour renforcer constamment la primauté du droit »

5. **M. Bellenger** (France) dit que sa délégation a eu l'impression que les délégations ont un peu hésité à entériner l'idée que le Groupe de travail s'occupe des questions dont il est fait mention au paragraphe 5 de la partie E; il propose donc de remplacer les mots : « devrait également entreprendre » par : « pourrait envisager d'entreprendre ». Sa délégation n'est pas d'accord pour faire mention du renforcement de la primauté du droit dans le projet de décision car cette question a plutôt trait au droit interne.

6. **M. Tosato** (Italie) déclare que sa délégation estime que le projet de rapport doit refléter la teneur du débat qui a eu lieu; il est donc surpris de constater que l'on propose des modifications qui semblent porter sur le fond du débat.

7. **M. Chan** (Singapour) suggère de reporter l'examen du rapport à la fin de la semaine prochaine pour que l'on ait le temps de faire des consultations. Sa délégation n'est pas du tout d'accord avec l'observation du représentant de la France sur la primauté du droit, laquelle, s'applique, de l'avis de l'orateur, plus aux relations interétatiques qu'au droit interne, car sinon la force l'emporterait sur le droit, et le fort l'emporterait sur le faible.

8. **La Présidente** dit que comme le document A/CN.9/XLIII/CRP.1/Add.5 vient juste d'être publié, la Commission décide d'attendre la fin de la semaine suivante pour l'examiner.

La séance est levée à 16 h 05.